



Conseil économique et social

Distr. générale
28 janvier 2014
Français
Original : anglais

Mesures prises par le Conseil économique et social à la reprise de sa session de fond de 2013

(New York, 22 octobre, 6-8 novembre et 16 décembre 2013
et 14 janvier 2014)

Note du Secrétariat

Le présent document contient les décisions adoptées par le Conseil économique et social à la reprise de sa session d'organisation pour 2013. La version finale des décisions sera publiée dans les *Documents officiels du Conseil économique et social, 2013, Supplément n° 1* ([E/2013/99](#)).



Décisions adoptées par le Conseil

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Séance d'adoption</i>
2013/201 E	Élections, présentation de candidatures, confirmation des candidatures et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et organes apparentés (E/2013/SR.51)	1	51 ^e séance plénière 7 novembre 2013
2013/201 F	Élections, présentation de candidatures, confirmation des candidatures et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et organes apparentés (E/2013/SR.54)	1	54 ^e séance plénière 16 décembre 2013
2013/257	Dates et lieu de la vingt-huitième session du Groupe d'experts des Nations Unies sur les noms géographiques (E/2013/L.40 et E/2013/SR.51)	13 k)	51 ^e séance plénière 7 novembre 2013
2013/258	Rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones sur les travaux de sa douzième session (E/2013/L.41 et E/2013/SR.51)	14 h)	51 ^e séance plénière 7 novembre 2013
2013/259	Réunion d'un groupe d'experts internationaux sur le thème « Droits sexuels et procréatifs (art. 21, 22.1, 23 et 24 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones) » (E/2013/43 , projet de décision I, et E/2013/SR.51)	14 h)	51 ^e séance plénière 7 novembre 2013
2013/260	Lieu et dates de la treizième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones (E/2013/43 , projet de décision II, et E/2013/SR.51)	14 h)	51 ^e séance plénière 7 novembre 2013
2013/261	Rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones sur les travaux de sa douzième session et ordre du jour provisoire de sa treizième session (E/2013/43 , projet de décision III, tel qu'oralement modifié, et E/2013/SR.51)	14 h)	51 ^e séance plénière 7 novembre 2013
2013/262	Documents examinés par le Conseil économique et social concernant le point de l'ordre du jour consacré au débat de haut niveau (E/2013/54 , E/2013/72 et E/2013/SR.54)	2 b) et c)	54 ^e séance plénière 16 décembre 2013
2013/263	Documents examinés par le Conseil économique et social au titre des questions économiques et environnementales (E/2013/29 , E/CONF.103/46 et E/2013/SR.54)	13 a) et k)	54 ^e séance plénière 16 décembre 2013
2013/264	Rapport du Comité d'experts sur la gestion de l'information spatiale à l'échelle mondiale sur les travaux de sa troisième session, son ordre du jour provisoire et les dates de sa quatrième session (E/2013/46 et E/2013/SR.54)	13 k)	54 ^e séance plénière 16 décembre 2013
2013/265	Dispositions transitoires concernant l'élection du Bureau du Conseil économique et social (E/2013/L.43 et E/2013/SR.54)	1	54 ^e séance plénière 16 décembre 2013

Décisions adoptées par le Conseil

2013/201 E

Élections, présentation de candidatures, confirmation des candidatures et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et organes apparentés

À sa 51^e séance plénière, le 7 novembre 2013, le Conseil économique et social a pris les décisions ci-après concernant les sièges vacants au sein de ses organes subsidiaires et de ses organes apparentés :

Élections

Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Membres des groupes régionaux, conformément à la résolution 2010/35 du Conseil

Le Conseil a élu les 18 États Membres ci-après pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2014 et venant à expiration le 31 décembre 2016 : **Afrique du Sud, Australie, Bangladesh, Bosnie-Herzégovine, Chine, Colombie, Cuba, Espagne, Guinée équatoriale, Inde, Japon, Liechtenstein, Pologne, République de Corée, Sénégal, Somalie, Suriname et Togo.**

Membres choisis parmi les 10 principaux pays contributeurs, conformément aux dispositions du paragraphe 61 a) de la résolution 64/289 de l'Assemblée générale

Le Conseil a élu les quatre États Membres ci-après pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2014 et venant à expiration le 31 décembre 2016 : **États-Unis d'Amérique, Norvège, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède.**

Membres choisis parmi les 10 principaux pays contributeurs, conformément aux dispositions du paragraphe 61 b) de la résolution 64/289 de l'Assemblée générale

Le Conseil a élu l'**Arabie saoudite** et le **Mexique** pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2014 et venant à expiration le 31 décembre 2016.

Démission de membres des groupes régionaux, conformément à la résolution 2010/35 du Conseil

Le Conseil a également élu les États Membres ci-après en remplacement des membres du Conseil d'administration qui ont démissionné avec effet au 1^{er} janvier 2014 : l'**Islande**, pour reprendre le mandat de la Suisse (qui prendra fin le 31 décembre 2015) et la **Nouvelle-Zélande** pour reprendre le mandat de l'Irlande (qui prendra fin le 31 décembre 2015).

Organe international de contrôle des stupéfiants

Le Conseil a élu Alejandro Mohar **Betancourt** (Mexique) pour un mandat prenant effet à compter de la date de l'élection et venant à expiration le 1^{er} mars 2017, pour remplir le siège devenu vacant du fait de la démission de M. Jorge Montaña (Mexique).

Présentation de candidatures

Comité d'experts de l'administration publique

Le Conseil a approuvé la désignation par le Secrétaire général des 24 experts ci-après, pour un mandat de quatre ans prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2014 et venant à expiration le 31 décembre 2017 : Giuseppe Maria **Armenia** (Italie), Türksel Kaya **Bensghir** (Turquie), Rowena G. **Bethel** (Bahamas), José **Castelazo** (Mexique), Xiaochu **Dai** (Chine), Meredith **Edwards** (Australie), Walter **Fust** (Suisse), Alexandre Navarro **Garcia** (Brésil), Angelita **Gregorio-Medel** (Philippines), Igor **Khalevinsky** (Fédération de Russie), Mushtaq **Khan** (Bangladesh), Francisco Longo **Martínez** (Espagne), Palouki **Massina** (Togo), Paul **Oquist** (Nicaragua), Dalmas Anyango **Otieno** (Kenya), Marta **Oyhanarte** (Argentine), Eko **Prasojo** (Indonésie), Odette **Ramsingh** (Afrique du Sud), Allan **Rosenbaum** (États-Unis d'Amérique), Margaret **Saner** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), Dona **Scola** (République de Moldova), Pontso Susan Matumelo **Sekatle** (Lesotho), Najat **Zarrouk** (Maroc) et Jan **Ziekow** (Allemagne).

Élections reportées de sessions précédentes

Commission de la population et du développement

Le Conseil a élu la **Roumanie** pour un mandat prenant effet à la 1^{re} séance de la quarante-septième session de la Commission de la population et du développement, en 2013, et venant à expiration à la clôture de la cinquantième session, en 2017, afin de pourvoir un siège vacant à la Commission.

Le Conseil a en outre reporté à une date ultérieure l'élection de 1 membre parmi les États d'Asie et du Pacifique et de 1 membre parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes pour des mandats prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la clôture de la quarante-neuvième session de la Commission, en 2016; ainsi que de 1 membre parmi les États d'Afrique et de 1 membre parmi les États d'Asie et du Pacifique pour des mandats prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la clôture de la cinquantième session de la Commission, en 2017; et de 3 membres parmi les États d'Asie et du Pacifique, de 2 membres parmi les États d'Europe orientale, de 3 membres parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes et de 1 membre parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour des mandats prenant effet à la 1^{re} séance de la quarante-huitième session de la Commission en 2014 et venant à expiration à la clôture de la cinquante et unième session de la Commission, en 2018.

Commission du développement social

Le Conseil a élu la **Roumanie** pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la clôture de la cinquante-cinquième session de la

Commission du développement social, en 2017, afin de pourvoir un siège vacant à la Commission.

Le Conseil a en outre reporté à une date ultérieure l'élection de 1 membre parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la clôture de sa cinquante-quatrième session de la Commission, en 2016; ainsi que de 1 membre parmi les États d'Asie et du Pacifique, et de 3 membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour des mandats prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la clôture de la cinquante-cinquième session de la Commission, en 2017.

Commission de la condition de la femme

Le Conseil a élu l'**Égypte** pour un mandat prenant effet à la 1^{re} séance de la cinquante-neuvième session de la Commission, en 2014, et venant à expiration à la clôture de la soixante-deuxième session, en 2018, afin de pourvoir un siège vacant à la Commission.

Le Conseil a élu également le **Soudan** pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2016, pour reprendre le mandat du Malawi qui avait démissionné avec effet au 6 mai 2013.

Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial

Le Conseil a élu l'**Espagne** parmi les États inscrits sur la liste D pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2014 et venant à expiration le 31 décembre 2016, afin de pourvoir un siège vacant au sein du Conseil d'administration.

Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida

Le Conseil a élu le **Maroc** pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} janvier 2004 et venant à expiration le 31 décembre 2016, afin de pourvoir un siège au sein du Conseil de coordination du Programme.

Le Conseil a élu également le **Danemark** pour un mandat prenant effet le 1^{er} janvier 2014 et venant à expiration le 31 décembre 2014, pour reprendre le mandat de la Norvège qui avait démissionné de son siège au Conseil de coordination du Programme avec effet au 1^{er} janvier 2014.

Élections reportées de sessions précédentes

Comité du programme et de la coordination

Le Conseil a présenté la candidature du **Maroc** en vue de son élection, par l'Assemblée générale, au Comité du programme et de la coordination pour un mandat prenant effet le 1^{er} janvier 2014 et venant à expiration le 31 décembre 2016.

Le Conseil a en outre reporté à une date ultérieure la présentation de la candidature de 2 membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États en vue de leur élection par l'Assemblée générale pour des mandats prenant effet à la date de l'élection par l'Assemblée générale et venant à expiration le 31 décembre 2014; de 1 membre parmi les États d'Europe occidentale et autres États en vue de son élection par l'Assemblée générale pour un mandat prenant effet à la date de l'élection par l'Assemblée générale et venant à expiration le 31 décembre 2015; et

de 1 membre parmi les États d'Asie et du Pacifique pour un mandat prenant effet le 1^{er} janvier 2014 et venant à expiration le 31 décembre 2016.

2013/201 F

Élections, présentation de candidatures, confirmation des candidatures et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et aux organes apparentés

Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix

À sa 54^e séance, le 16 décembre 2013, le Conseil a élu la **Croatie** pour un mandat prenant effet le 1^{er} janvier 2014 et venant à expiration le 31 décembre 2014, pour pourvoir un siège devenu vacant suite à l'expiration du mandat de la Bulgarie en tant que membre du Conseil élu au Comité d'organisation.

2013/257

Dates et lieu de la vingt-huitième session du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques

À sa 51^e séance plénière, le 7 novembre 2013, le Conseil économique et social, rappelant sa décision 2012/260 du 26 novembre 2012, dans laquelle il avait pris note, entre autres, du rapport du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques sur les travaux de sa vingt-septième session¹, a décidé que cet organe tiendrait sa vingt-huitième session du 28 avril au 2 mai 2014, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York.

2013/258

Rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones sur sa douzième session

À sa 51^e séance plénière, le 7 novembre 2013, le Conseil économique et social, rappelant sa décision 2013/252 du 25 juillet 2013 différant son examen du rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones sur sa douzième session², a décidé de demander à l'Instance permanente de poursuivre l'examen du projet de décision IV figurant dans le rapport et d'informer le Conseil du résultat.

2013/259

Réunion d'un groupe d'experts internationaux sur le thème « Droits sexuels et procréatifs (art. 21, 22.1, 23 et 24 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones) »

À sa 51^e séance plénière, le 7 novembre 2013, le Conseil économique et social a décidé d'autoriser la tenue, pendant trois jours, d'une réunion d'un groupe

¹ E/2012/90.

² E/2013/43.

d'experts internationaux sur le thème « Droits sexuels et procréatifs (art. 21, 22.1, 23 et 24 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones) ».

2013/260

Lieu et dates de la treizième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones

À sa 51^e séance, le 7 novembre 2013, le Conseil économique et social a décidé que la treizième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones se tiendra au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 12 au 23 mai 2014.

2013/261

Rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones sur les travaux de sa douzième session et ordre du jour provisoire de sa treizième session

À sa 51^e séance plénière, le 7 novembre 2013, le Conseil économique et social,

- a) A pris note du rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones sur les travaux de sa douzième session³;
- b) A approuvé l'ordre du jour provisoire de la treizième session de l'Instance permanente tel qu'il est exposé ci-après :
 1. Élection du Bureau.
 2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
 3. Thème spécial : « Principes de bonne gouvernance conformes à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (art. 3 à 6 et 46) ».
 4. Droits de l'homme :
 - a) Mise en application de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones;
 - b) Dialogue avec le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones.
 5. Débat d'une demi-journée sur l'Asie.
 6. Débat d'une demi-journée sur la Conférence mondiale sur les peuples autochtones.
 7. Priorités et thèmes actuels et suite à donner :
 - a) Enfants autochtones;
 - b) Jeunes autochtones;
 - c) Deuxième Décennie internationale des peuples autochtones;
 - d) Programme de développement pour l'après-2015.

³ [E/2012/43](#).

8. Dialogue général avec les fonds et organismes des Nations Unies.
9. Travaux futurs de l'Instance permanente, notamment sur les nouveaux problèmes.
10. Projet d'ordre du jour de la quatorzième session de l'Instance permanente.
11. Adoption du rapport de l'Instance permanente sur les travaux de sa treizième session.

2013/262

Documents examinés par le Conseil économique et social concernant le point de l'ordre du jour consacré au débat de haut niveau

À sa 54^e séance plénière, le 16 décembre 2013, le Conseil économique et social a pris note des documents ci-après :

a) Rapport du Secrétaire général sur la science, la technologie et l'innovation, ainsi que les perspectives ouvertes par la culture, au service de la promotion du développement durable et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement⁴;

b) Rapport du Secrétaire général sur la contribution du Conseil économique et social à la mise au point du programme de développement pour l'après-2015 en sa qualité de principal organe chargé, pour les questions touchant au développement économique et social, de l'examen des politiques, de la concertation et de l'élaboration de recommandations, et chargé également du suivi des progrès escomptés dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement⁵.

2013/263

Documents examinés par le Conseil économique et social au titre des questions économiques et environnementales

À sa 54^e séance plénière, le 16 décembre 2013, le Conseil économique et social a pris note des documents ci-après :

a) Rapport de la Commission du développement durable sur les travaux de sa vingtième session⁶;

b) Rapport sur la dixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour les Amériques⁷.

⁴ [E/2013/54](#).

⁵ [E/2013/72](#).

⁶ [E/2013/29](#).

⁷ [E/CONF.103/46](#).

2013/264**Rapport du Comité d'experts sur la gestion de l'information spatiale à l'échelle mondiale sur les travaux de sa troisième session, son ordre du jour provisoire et les dates de sa quatrième session**

À sa 54^e séance plénière, le 16 décembre 2013, le Conseil économique et social a :

- a) Pris note du rapport du Comité d'experts sur la gestion de l'information spatiale à l'échelle mondiale sur les travaux de sa troisième session⁸;
- b) Décidé que la quatrième session du Comité d'experts aura lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, du 4 au 6 août 2014;
- c) Approuvé l'ordre du jour provisoire et la documentation de la quatrième session, comme indiqué ci-après :

Ordre du jour provisoire de la quatrième session du Comité d'experts

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Repère de référence géodésique mondial.
4. Définition des fichiers de données mondiales essentielles.
5. Évolution des mécanismes institutionnels nationaux de gestion de l'information géospatiale.
6. Portail cartographique mondial pour le développement durable.
7. Lois et politiques, et autres questions cruciales concernant les données qui font autorité.
8. Adoption et application de normes à l'intention de la communauté mondiale de l'information géospatiale.
9. Intégration des informations géospatiales avec d'autres données, notamment statistiques.
10. Intégration de l'information géospatiale terrestre et marine.
11. Base de connaissances pour la gestion de l'information géospatiale.
12. Coordination des activités de l'Organisation des Nations Unies relatives à la gestion de l'information géospatiale.
13. Rapports des entités régionales et des groupes thématiques.
14. Ordre du jour provisoire et dates de la cinquième session du Comité.
15. Rapport du Comité sur les travaux de sa quatrième session.

⁸ E/2013/46.

2013/265
Dispositions transitoires concernant l'élection du Bureau
du Conseil économique et social

À sa 54^e séance plénière, le 16 décembre 2013, le Conseil économique et social, rappelant le paragraphe 5 de l'annexe à la résolution [68/1](#) de l'Assemblée générale, en date du 20 septembre 2013, dans lequel l'Assemblée l'a prié de réaménager immédiatement son programme de travail en un cycle allant de juillet à juillet et l'a invité à envisager des dispositions transitoires pour l'élection de son Bureau, a décidé que le mandat de ses prochains président et quatre vice-présidents prendrait effet le jour de leur élection, à savoir le 14 janvier 2014, et courrait jusqu'à celle de leurs successeurs, laquelle devrait avoir lieu au début du nouveau cycle commençant en juillet 2015, pourvu que les États qu'ils représentent demeurent membres du Conseil.
